Les élites éthiopiennes formées en URSS et dans les pays du bloc socialiste : une visibilité éphémère ?

Tassé Abye

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/20673>
DOI : 10.4000/etudesafriaines.20673
ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2017
Pagination : 289-312
ISBN : 978-2-7132-2688-5
ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Tassé Abye, « Les élites éthiopiennes formées en URSS et dans les pays du bloc socialiste : une visibilité éphémère ? », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 226 | 2017, mis en ligne le 01 avril 2019, consulté le 21 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/20673> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.20673>

Les élites éthiopiennes formées en URSS et dans les pays du bloc socialiste : une visibilité éphémère ?

Vingt-cinq ans après la fin du régime qui s'est défini plusieurs années durant comme « marxiste-léniniste », il semble que « toutes les traces visibles » de ce passé — monuments, statues, plaques de rues, portraits — aient été assez systématiquement effacées à Addis-Abeba, à l'exception de *Tiglachin* (Notre combat), l'obélisque à la mémoire des soldats cubains et éthiopiens ayant participé à la guerre de l'Ogaden, de l'ancienne salle de conférences Karl Marx¹ ou encore du buste de Karl Marx devant le café Debab que d'ailleurs aucun étudiant de la faculté des sciences sociales toute proche ne paraît remarquer².

D'ailleurs la Russie, mais aussi les pays de l'Est, qui développent et entretiennent, depuis pourtant fort longtemps, des échanges avec l'Éthiopie, ne semblent pas ou plus faire rêver (il est à se demander si ces pays ont véritablement fait rêver les Éthiopiens). Ainsi, alors que les cafés et les restaurants des grandes artères, récemment ouverts par les « retournants »³ issus des pays occidentaux, portent fréquemment les noms des villes de ces pays, tels « la Parisienne », « London café », « Restaurant Amsterdam », « Oslo café » ou « Suisse café », pour n'en citer que quelques-uns, il n'est

1. Officiellement, le nom de la salle de conférence n'a pas changé ; néanmoins, l'ancienne signalisation semble s'effacer avec le temps et aucune réfection n'indique son nom.
2. Je tiens à remercier la Fondation Maison des sciences de l'Homme (FMSH) de m'avoir invité comme directeur d'études associé durant le deuxième trimestre de l'année 2015, séjour pendant lequel j'ai pu réaliser une partie importante de la recherche pour cet article. Je tiens à remercier vivement Monique de Saint Martin pour son aide inestimable dans la rédaction de cet article. Ma gratitude s'adresse à tous les membres du programme Élitaf. Leurs contributions, débats et questionnements m'ont permis de mieux structurer mes propres investigations. Enfin, les commentaires et critiques des deux lecteurs des *Cahiers d'Études africaines* ont été indispensables pour retravailler cet article et ses arguments ; qu'ils en soient remerciés.
3. « Retournant » est utilisé dans cet article pour désigner ceux qui retournent ou reviennent de l'étranger ; la traduction est sans doute imparfaite. En Éthiopie, le mot « diaspora » est le plus utilisé, pour désigner ceux qui vivent ou qui vécurent à l'étranger, plus particulièrement ceux qui reviennent des pays occidentaux.

guère possible de trouver dans toute la ville d'Addis-Abeba, un seul restaurant portant le nom d'une ville de Russie ou d'un pays de l'Est⁴.

Il n'est d'ailleurs plus possible de suivre un enseignement de la langue russe dans l'une ou l'autre des universités du pays⁵. À l'Université d'Addis-Abeba (UAA), où l'enseignement du marxisme-léninisme a été un « *must* » durant presque quinze ans, où les cadres formés dans les pays de l'Est et les adhérents du Parti des travailleurs d'Éthiopie (PTE), aujourd'hui interdit dans le pays, étaient nombreux, tout se passe comme si un travail systématique d'effacement de tout ce qui rappelle la période du *Derg* (Comité de coordination des forces armées, de la police et de l'armée de terre) et des pays de l'Est avait été réalisé.

Et dans l'armée, autre institution d'importance ayant entretenu des relations privilégiées entre 1979 et 1991 avec les pays de l'ancien bloc soviétique et bénéficié de manière substantielle de cette coopération en termes de formation des cadres et de dotation en équipements militaires, on ne compte aujourd'hui aucun militaire haut gradé formé dans les écoles militaires des pays de cet ancien bloc. Lors de la prise du pouvoir par les forces du Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRPE) qui renversèrent le gouvernement de Mengistu Haile-Mariam en 1991, les forces de défense qui comptaient plus de 250 000 soldats ont en effet été dissoutes. Par la suite, un certain nombre d'anciens de l'armée ont été rappelés pour occuper des fonctions de formateurs, voire de combattants durant des moments de crise, par exemple lors de la guerre avec l'Érythrée en 1998-2000. Et l'armée a continué d'entretenir des relations avec les pays de l'Est, mais la coopération semble se limiter à l'achat de munitions et à l'entretien d'équipements militaires lourds⁶.

Absents ou devenus très discrets dans l'université ou dans l'armée, les anciens étudiants formés en URSS/Russie, aujourd'hui en Éthiopie, ne peuvent/veulent pas se retrouver dans une association d'anciens étudiants d'URSS/Russie⁷, et ce à la différence de plusieurs pays africains. Actuellement, il n'existe aucune organisation politique se définissant ou se réclamant du marxisme-léninisme, voire se reconnaissant de manière explicite de la mouvance socialiste. Lorsque des collectifs d'anciens étudiants issus de plusieurs pays se retrouvent par petits groupes, par exemple à l'occasion de célébration de fêtes, les étudiants diplômés à l'Est mettent rarement en avant leur

4. Il est à noter qu'un quartier de la ville a été surnommé ironiquement « Tchétchénia » par les habitants.

5. Par contre, à l'UAA, l'enseignement du français a été réintroduit en 2003, après plus de vingt-cinq ans d'absence. Plus récemment, l'UAA a su aménager des espaces, en lien avec le centre Goethe pour l'enseignement de l'allemand et avec le centre Confucius pour l'enseignement du chinois.

6. Par ailleurs, outre le fait que le pays est devenu un pays producteur d'armements, il semble avoir entrepris depuis un certain nombre d'années une diversification de ses relations commerciales, s'agissant de son équipement militaire.

7. En revanche, il existe une Association des étudiants éthiopiens à Moscou.

pays de formation⁸. Il peut même arriver que quelques-uns préfèrent ne pas noter leurs études en URSS ou dans un autre pays de l'ancien bloc socialiste⁹ sur leur *curriculum vitae* pour éviter le discrédit ou la déqualification¹⁰. Cette très grande discrétion s'explique sans doute par l'association supposée entre les anciens étudiants formés dans les pays de l'Est et le gouvernement militaire du *Derg*. Ainsi, rien ou presque rien n'attire l'attention sur les pourtant très nombreux anciens étudiants éthiopiens qui sont partis faire des études supérieures durant plusieurs années en URSS.

Cette amnésie collective des anciennes relations avec les pays du bloc communiste, s'agissant de l'UAA, de l'armée, mais aussi d'autres institutions, ne s'étend pas aux relations avec Cuba. En effet, l'UAA continue d'entretenir des relations de coopération avec Cuba, en particulier dans le domaine de l'enseignement des sciences de la santé. Plusieurs médecins/enseignants de la faculté de médecine étaient jusqu'en 2012 des Cubains recrutés dans le cadre de la coopération. Le doyen du département des soins dentaires et le doyen de l'école vétérinaire de l'UAA, anciens étudiants à Cuba, ont occupé leurs postes jusqu'en 2010. Lors de l'élection nationale de 2010, le second fut nommé président de la commission électorale nationale : un poste éminemment politique et de première importance. Le conseiller politique de l'actuel président de la chambre des députés est lui aussi un ancien étudiant de Cuba. Enfin, en 2008, l'Éthiopie a célébré officiellement, en présence d'une forte délégation de militaires cubains hauts gradés, la victoire éthiopienne sur la Somalie de Siyad Barre et le rôle important des soldats cubains dans cette victoire. Le contraste entre la place occupée par les anciens de Cuba ainsi que par la coopération universitaire cubaine et la position occupée par les anciens des autres pays de l'ancien bloc de l'Union soviétique est frappant. Comment expliquer cette différence de positionnement ? Par la dette de sang que l'Éthiopie a contractée envers les soldats cubains ? Par des modalités de coopération entre l'Éthiopie et Cuba, différentes de celles que l'Éthiopie entretenait avec l'URSS/Russie ? Par le comportement spécifique des nombreux soldats et coopérants cubains ? Par la place et la signification de la révolution cubaine pour les élites politiques actuelles ? Ce sont là quelques pistes qu'il faudrait explorer¹¹.

8. C'est seulement lors d'entretiens individuels ou lorsqu'ils se retrouvent à quelques-uns, anciens d'URSS eux aussi, que des anciens étudiants formés en URSS se déclarent aujourd'hui très attachés au pays de leur formation, comme d'ailleurs ceux qui ont étudié en France ou aux États-Unis.

9. Le cas des étudiants partis en Allemagne est intéressant. En effet, alors que ceux qui ont étudié en Allemagne de l'Ouest donnent volontiers des précisions comme le nom de la ville où ils étaient, en mentionnant clairement qu'ils ont étudié en Allemagne de l'Ouest, ceux qui ont étudié à l'Est disent simplement : « J'ai étudié en Allemagne », sans plus de précision.

10. En revanche, les Éthiopiens qui sont partis se former à Cuba ne sont pas considérés comme incompétents.

11. À l'annonce de la mort de Fidel Castro, plusieurs anciens étudiants éthiopiens de Cuba ont organisé une manifestation publique importante dans les rues d'Addis-Abeba, clamant ainsi leur attachement au *leader* de la révolution cubaine.

La grande discrétion et la quasi-invisibilité des anciennes élites formées en URSS et dans les pays de l'Est incitent à soulever de nombreuses questions qui ont émergé lors de travaux menés sur les anciens membres des diverses guérillas éthiopiennes, lors desquels j'ai appris que quelques-uns d'entre eux avaient étudié en URSS¹². Mais aucune étude n'avait jusque-là analysé de manière approfondie les élites éthiopiennes formées dans les pays de l'ex-bloc soviétique et leur rôle dans les transformations de l'État éthiopien¹³. Des recherches ont cependant pris pour objet d'étude les élites politiques éthiopiennes ayant étudié à l'étranger (Pankhurst 1968 ; Milkias 1976 ; Rouaud 1991 ; Kebede 2011 ; Garretson 2012 ; Abye 2015), et l'historien Bahru Zewde (2002) consacre un livre aux intellectuels éthiopiens sur près d'un siècle.

Lors de plusieurs séjours en Éthiopie, et plus particulièrement durant les années 2005 à 2010 lorsque je travaillais dans l'administration universitaire de ce pays, une recherche exploratoire sur la formation des étudiants éthiopiens en URSS, dans les pays du bloc de l'Est ou à Cuba, a pu commencer. Cette recherche s'appuie sur de nombreuses observations prolongées ainsi que sur huit entretiens exploratoires menés auprès de personnes ayant étudié dans les pays de l'Est et occupant diverses fonctions dans le secteur public ou dans les entreprises privées en Éthiopie. Différents documents et archives disponibles au Centre d'études éthiopiennes de l'Université d'Addis-Abeba sur le mouvement étudiant ainsi que différents sites internet ont pu être consultés en même temps que les données statistiques disponibles concernant les envois d'étudiants à l'étranger étaient recherchées.

Il est ainsi devenu possible de tenter dans cet article de reconstituer le processus d'envoi massif dans les années 1974-1991 d'étudiants éthiopiens en URSS, à Cuba ou dans d'autres pays du bloc de l'Est. Celui-ci ne peut cependant être compris si on ne remonte pas dans le passé et si on ne prend pas en compte, non seulement la politique d'envoi des élites éthiopiennes vers des institutions étrangères en Russie, en France, au Royaume Uni, aux États-Unis ou au Moyen Orient, mais aussi le mouvement étudiant, sa radicalisation, sa scission en 1974, ainsi que la participation des étudiants aux guérillas. L'article s'interroge ensuite sur le destin de ces anciens étudiants et leur participation au pouvoir politique. Que sont devenus ces étudiants partis vers l'Est ? Avaient-ils plus de convictions socialistes que les étudiants partis dans les pays occidentaux ou que ceux restés en Éthiopie ? Ces élites éthiopiennes formées en URSS se distinguent-elles de celles qui ont été formées en Occident et si oui, en quoi ? Quelles ont été les relations entre les différentes élites intellectuelles transnationales ayant effectué de

12. Ces questions rencontraient les interrogations soulevées par le programme ÉLITAF (Élites africaines formées dans les pays de l'ancien bloc soviétique).

13. Récemment C. HOCQUET-VON RAESFELDT (2014) a entrepris de retracer l'histoire des échanges, culturels entre l'URSS/Russie et l'Éthiopie sur une longue période.

longs séjours d'études à l'étranger et les élites intellectuelles « locales » tirant leur légitimité principalement de leur ancrage politique, religieux, culturel et économique dans le pays ?

Les départs « massifs » d'étudiants vers l'URSS, Cuba et les pays du bloc de l'Est

C'est à la fin des années 1960 et surtout après 1974 que les envois, surtout d'étudiants, mais aussi d'élèves éthiopiens vers l'URSS, les pays du bloc de l'Est et vers Cuba deviennent nombreux (Milkias 2011). Les départs pour l'Union soviétique et les pays du bloc de l'Est, notamment pour les études politiques, démarrent dès les premiers jours de la prise de pouvoir par le gouvernement militaire. Des personnalités membres du *Derg*, tel le colonel Fikre-Sélassié Wogderess, qui devient plus tard vice-Premier ministre, partent vers l'Union soviétique en 1975.

Alors que les étudiants éthiopiens envoyés vers les pays de l'ex-bloc soviétique étaient en nombre relativement faible jusqu'à la révolution de 1974, la situation change radicalement après la révolution et « l'alignement » de l'Éthiopie sur la politique de l'Union soviétique. Les motivations de ce rapprochement peuvent d'ailleurs se lire en partie comme une continuité des politiques impériales. C'est en effet au moment où éclate la guerre entre l'Éthiopie et la Somalie que l'alliance avec l'URSS voit le jour. Suite au refus des États-Unis de leur livrer des armes, les nouveaux dirigeants, auteurs du coup d'État contre l'empereur Haïlé Sélassié, ne semblent pas avoir eu de choix autre que celui de se tourner vers le bloc de l'Est. À cette motivation utilitariste, il faut ajouter un intérêt d'ordre idéologique. Signalons cependant que le gouvernement militaire issu du coup d'État, se donnant pour nom *Derg*, déclarait le socialisme comme son orientation politique, peu de temps après la prise du pouvoir. Néanmoins, durant la phase antérieure, qu'on peut qualifier de transition (février à septembre 1974), ce groupement militaire ne semblait pas avoir de position politique et idéologique marquée.

Formés plutôt dans les écoles militaires du pays et entraînés par des formateurs venus des pays de l'Ouest, notamment de la Suède, du Danemark, les nouveaux dirigeants entretenaient des relations relativement limitées avec l'idéologie socialiste venue des pays de l'Est. Par ailleurs, très peu d'entre eux avaient mené des études supérieures à l'Est avant leur accès au pouvoir. Ainsi, parmi les quatre principaux dirigeants de la première heure, trois au moins avaient eu une ouverture vers l'étranger, mais à l'Occident. Le général Aman Mikael Andom a étudié d'abord à l'École militaire américaine de Khartoum puis à l'Académie militaire royale de Sandhurst en Angleterre. Le général Tafari Benti a été un temps attaché militaire auprès de l'ambassade d'Éthiopie à Washington, et le colonel Mengistu Haile-Mariam

a participé en 1967 à un stage au centre d'entraînement militaire d'Aberdeen aux États-Unis.

À partir de 1978, et jusqu'au crépuscule de la Guerre froide, l'Éthiopie devint « l'alliée par excellence de l'URSS en Afrique, et envoyait chaque année entre 500 et 600 étudiants en Union Soviétique » (Katsakioris 2015 : 134). Cette accélération à la fin des années 1970 des départs d'étudiants vers les pays étrangers, notamment vers l'URSS, mais aussi vers les pays occidentaux, doit cependant être relativisée si on prend en compte la taille de la population globale de l'Éthiopie¹⁴ et le nombre d'étudiants formés dans le pays¹⁵.

En décembre 1989, les diplômés éthiopiens des institutions d'enseignement supérieur de l'URSS sont au nombre de 3 782 selon les recherches menées par Constantin Katsakioris dans les archives du ministère de l'Enseignement de l'URSS, et leur nombre passe à 4 841 en 1991. D'après un document déclassifié par la CIA en 1999¹⁶, qui analyse la politique de l'Union soviétique en matière de formation des élites des ressortissants des pays dits du Tiers-monde, le nombre d'étudiants éthiopiens en Union soviétique est le plus important parmi les pays du continent africain¹⁷. Ils sont 7 905, suivis de loin par les Nigériens (4 960) et les Algériens qui comptent 4 395 étudiants entre 1956 et 1988. Il est à noter que pour la même période, et selon le même document, le nombre d'étudiants éthiopiens est classé troisième au monde parmi les pays des différents continents pourvoyeurs d'étudiants en URSS. L'Afghanistan avec 19 615 étudiants et la Jordanie avec 8 420 sont les seuls pays à compter plus d'étudiants passés par l'URSS que par l'Éthiopie (CIA 1989 : 17-18).

Si on prend en compte non seulement l'URSS mais aussi les autres pays du bloc de l'Est dont Cuba, le nombre d'étudiants éthiopiens partis dans ces pays du bloc socialiste peut être estimé à plus de 20 000. Ainsi, à Cuba, le nombre d'Éthiopiens formés, dans un laps de temps beaucoup plus court qu'en URSS (cela ne démarre qu'à partir des années 1975), est estimé à plusieurs milliers. Un grand nombre d'Éthiopiens en partance vers Cuba sont

14. L'Éthiopie comptait plus de 30 millions d'habitants dans les années 1970 ; actuellement la population est estimée à 93 millions.

15. Le nombre des étudiants effectuant des études supérieures est estimé dans les années 1980 à environ 20 000. En 2015, le nombre des inscrits dans les institutions d'enseignement supérieur publiques et privées est d'environ un demi-million.

16. Le nombre d'étudiants avancé par la CIA pour l'année 1988 est de 3 370, chiffre très proche de celui du ministère de l'Enseignement de l'URSS communiqué par C. Katsakioris (voir l'article de C. KATSAKIORIS dans ce numéro).

17. Le départ pour les pays du bloc de l'Est ne correspond pas toujours pour les jeunes Éthiopiens à une adhésion à l'idéologie politique de ces pays. Un nombre non négligeable de ces étudiants a d'ailleurs quitté l'Union soviétique pour demander l'asile politique dans les pays occidentaux. Durant cette période, les pays de l'Europe de l'Ouest, et plus encore les États-Unis, eurent une politique d'octroi du statut de réfugié très favorable à ceux qui quittaient les pays du bloc socialiste.

orientés plutôt vers des études de médecine, de médecine vétérinaire, dentaire ou d'agronomie mais, dans les sciences sociales, leur nombre est très limité. Les envois vers Cuba ont la spécificité de concerner souvent de très jeunes gens ayant entre 8 et 14 ans au moment du départ. Selon Paulos Milkias (2011 : 241), pour la seule année 1978, « l'Union soviétique accueille 700 boursiers dans les institutions d'enseignement supérieur. La même année, Cuba attribue 280 bourses pour la formation en médecine et accueille en outre 1 200 enfants des classes de primaire ». À titre de comparaison, ils sont moins de 10 à obtenir une bourse du gouvernement français pour la même année. Quant à l'Allemagne de l'Est, elle semble avoir été plutôt spécialisée dans la formation de policiers, d'agents de services secrets et de techniciens. Enfin, s'agissant des étudiants formés en Chine, ils sont peu nombreux si on en croit les données du ministère des Affaires étrangères chinois. Leur nombre est évalué à seulement 69 entre 1971 — date du début des relations diplomatiques entre l'Éthiopie et la Chine — et 2002. Néanmoins, plusieurs témoignages existent sur le fait qu'un nombre important d'anciens de la guérilla ont été formés en Chine dans les années 1960 et 1970. L'actuel président de l'Érythrée, Issayas Afewerki, ainsi que plusieurs de ses camarades ont reçu des formations militaires en Chine. Par ailleurs, plusieurs membres de la guérilla de l'Armée révolutionnaire du peuple éthiopien (ARPE) ont eu une éducation militaire (notamment des techniques de guérilla) et de santé publique en Chine¹⁸.

La politique d'envoi des élites éthiopiennes vers des institutions étrangères

Le départ vers l'URSS ou vers les autres pays du bloc socialiste a été de grande ampleur et n'avait, à proprement parler, pas de véritable précédent. Cependant, depuis longtemps déjà, des Éthiopiens avaient été envoyés à l'étranger, en Russie notamment pour des études, et il y eut assez tôt en Éthiopie ce qu'on peut appeler une politique d'envoi des élites éthiopiennes

18. En ce qui concerne les relations avec la Chine, elles semblent bien monter en puissance depuis la prise de pouvoir de l'actuel gouvernement en 1991, et se traduisent non seulement par l'envoi de plus en plus d'étudiants éthiopiens vers ce pays (aussi bien avec des bourses que grâce à une prise en charge individuelle), mais aussi par le développement de très importantes relations commerciales, industrielles et financières. Le nombre d'entreprises chinoises opérant sur le territoire éthiopien ne cesse de croître comme d'ailleurs dans beaucoup de pays africains, et de manière radicale. Le gouvernement éthiopien semble particulièrement inspiré par l'approche et les méthodes chinoises de développement économique. L'augmentation significative des vols entre Addis-Abeba et les différentes grandes villes chinoises en constitue un indicateur parmi d'autres. Actuellement, Ethiopian Airlines offre plus de trois vols par jour et de manière continue vers ces destinations, alors qu'il n'y a aucun vol direct vers la Russie.

vers des institutions étrangères en Russie, en France, au Royaume-Uni, aux États-Unis ou au Moyen-Orient.

Pour les pays du bloc de l'ex-Union soviétique ou pour les pays de l'Ouest, l'accueil et la formation d'étudiants avaient pour objectif (en partie atteint) d'étendre leur influence sur l'Éthiopie (ce qu'on appelle aujourd'hui la diplomatie d'influence). Pour les dirigeants éthiopiens, ceci correspondait au contraire à des stratégies de protection de la nation. La compréhension de l'accueil et de la formation des étudiants a été, et est encore aujourd'hui, dominée par des analyses menées à partir des politiques et des stratégies des pays d'accueil, et rarement à partir de celles des pays pourvoyeurs. En effet, tout se passe souvent comme si on considérait que les pays de départ n'avaient pas de politique en la matière. Et pourtant l'envoi des Éthiopiens dans les pays du bloc communiste s'est inscrit dans une politique de formation à l'étranger des élites depuis au moins le début du ^{xx}^e siècle.

Bahru Zewde (2002 : 16) situe en 1837 le départ « des pionniers » vers l'étranger, plus précisément vers Bombay, alors sous la domination de l'Empire britannique. Mercha Waqué et son frère Gebru ont été envoyés en Inde pour y étudier. C'est à l'initiative de missionnaires étrangers installés en Éthiopie que les premiers départs ont le plus souvent eu lieu. Les partants étudiaient plutôt l'histoire des religions et, ce faisant, aussi les langues. Néanmoins dès « la première génération », pour reprendre les catégories de Bahru Zewde (2002 : 35), les études se diversifient : médecine pour le *hakim* (docteur) Workneh Eshete, emmené par des officiers anglais suite à la guerre entre l'empereur Téwodros et l'expédition anglaise conduite par le général Napier en 1868, qui poursuit des études en Inde, ou pour Guebre-Hiwot Baykedagne qui voyagea clandestinement dans un bateau à partir de Massawa et se retrouva en Autriche ; les beaux-arts pour Afä-Wärk Guebreyesus qui, suite à l'accord de l'empereur Ménélik, partit en 1887 pour faire des études en Italie. Un peu plus tard, en 1897, Teklehaimanot Hawariat Tekle Mariam fut le premier à partir en Russie tsariste où il étudia l'artillerie à l'Académie militaire de Saint-Pétersbourg.

Initié par des missionnaires, dans des circonstances assez exceptionnelles, l'envoi d'étudiants vers les pays étrangers, du moins au ^{xix}^e siècle, n'a pas donné lieu à une politique éthiopienne à proprement parler dans ce domaine. Par la suite, une politique d'envoi d'étudiants vers l'étranger est plus ou moins structurée et mise en œuvre par l'empereur Ménélik II autour d'un objectif, « voler les savoirs des étrangers » et d'une finalité, « garantir l'indépendance du pays ». Les dirigeants éthiopiens de la fin du ^{xix}^e et du début du ^{xx}^e siècle (Ménélik, Taitu, Zewditu et Haïlé Sélassié) comprenaient les dangers liés au colonialisme. La force déployée par l'expédition anglaise contre l'empereur Téwodros avait sans doute donné à voir, du moins pour Ménélik et son entourage, que les Européens étaient potentiellement dangereux pour l'indépendance de la nation. Les dirigeants éthiopiens étaient fermement convaincus que, pour repousser les envahisseurs potentiels, ils se devaient de disposer de ressources humaines et militaires ; cette prise de

conscience a sans doute permis à Ménélik de mieux se préparer contre des tentatives de colonisation et d'infliger une défaite à l'Italie à Adoua en 1896.

Pourtant cette victoire, obtenue au prix fort de milliers de morts, ne rassura pas les autorités du pays. La confrontation fut en effet une nouvelle occasion pour les autorités de se rendre compte de l'écart entre leur pays et ceux de l'Occident en termes de dotation d'équipements et de moyens militaires. Cette conscience de la fragilité de leur positionnement est à l'origine du développement de « la stratégie d'envoi » des étudiants pour des formations vers les pays étrangers. En mettant en œuvre cette politique, Ménélik et les dirigeants successifs tentaient de « rattraper » leurs adversaires potentiels, non seulement par l'acquisition d'armes, mais aussi de savoirs, notamment de connaissances de stratégie et d'action militaire ainsi que de diplomatie. La victoire d'Adoua sur les Italiens était aussi une occasion exceptionnelle de construire une réputation, voire une reconnaissance de niveau international. Les relations diplomatiques avec les différentes puissances internationales, déjà existantes avant cette guerre, s'intensifièrent. Les gouvernants éthiopiens ont en effet presque toujours eu tendance à éviter des relations exclusives avec un seul partenaire, en privilégiant des relations entre des partenaires multiples, parfois concurrents. Jouer de cette concurrence leur permettait de neutraliser les intentions, réelles ou fantasmées, de domination de leurs partenaires. Avec l'arrivée du jeune régent Teferi Makonnen, qui devient en 1931 Haïlé Sélassié I, on observe une accélération de l'envoi d'étudiants vers des pays de plus en plus diversifiés.

Les relations diplomatiques et l'envoi des étudiants dans les différentes capitales étaient au début orientés surtout vers la France¹⁹, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Russie. Le chef de la première délégation américaine en Éthiopie, Robert P. Skinner, arrive en 1903 et suggère à l'empereur Ménélik d'envoyer des jeunes hommes dans les écoles et universités américaines. Si l'empereur était plutôt enclin à accepter cette invitation, celle-ci n'aura cependant d'effets que dix-neuf ans plus tard en 1922 lorsque trois étudiants, Melaku Bayan, Worqu Gobena et Bashahwerad Habtewold furent envoyés dans l'Ohio²⁰. En 1935, plus de 140 étudiants éthiopiens fréquentaient des universités aux États-Unis, en Angleterre, Allemagne, Suisse, Belgique, et en Italie, après un passage dans les collèges d'Assiut, du Caire ou de Beyrouth. Mais étant donné que deux des plus grands lycées, Ménélik II et Tafari Makonnen, accordaient la priorité à la langue française, la plupart des étudiants se retrouvaient en France où ils étudiaient notamment le droit, l'économie, les sciences politiques (Milkias 1982).

19. S'intéressant aux premiers étudiants éthiopiens à l'étranger, R. PANKHURST (1968 : 1) souligne que « sur la cinquantaine d'étudiants envoyés en France dans les années 1920, une bonne douzaine ont fréquenté l'école militaire de Saint Cyr ».

20. Il est à noter d'ailleurs que la plupart des étudiants partaient dans un premier temps vers la Palestine, l'Égypte, le Soudan et le Liban dans des lycées avant d'entreprendre des études supérieures dans des universités européennes et américaines.

En 1960, les États-Unis et le Canada constituaient la principale destination des étudiants éthiopiens partant à l'étranger, suivis par la République Arabe Unie (Égypte, Syrie, Yémen)²¹, l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni, le Liban, la France, Israël, et l'Inde ; on note au passage la grande diversité des pays d'accueil de ces étudiants, ce qui traduit une politique d'envoi des étudiants à l'étranger ouverte. Cette année-là, aucun étudiant n'était inscrit en URSS, du moins selon les données du ministère de l'Éducation éthiopien que reproduit Paulos Milkias dans sa thèse ; cependant quatorze étudiants étaient dans un des pays du bloc de l'Est pour des études scientifiques, neuf en Yougoslavie et cinq en Tchécoslovaquie (Milkias 1982). La coopération avec la Russie/URSS n'en était pas moins développée durant le règne de l'empereur Haïlé Sélassié, si l'on tient compte de l'installation de l'hôpital Balcha, de l'école polytechnique de Bahir Dar, et de la raffinerie de pétrole d'Assab²².

Le mouvement étudiant et la scission : MEISON et PRPE

Si le départ vers les pays de l'Est ou l'URSS pour les études supérieures s'inscrivait ainsi dans une assez longue histoire, il n'aurait sans aucun doute pas pris cette ampleur, si l'Université d'Addis-Abeba, fondée en 1951, n'avait constitué le noyau de la naissance d'une conscience politique marquée à gauche, voire à l'extrême gauche, entre 1960 et 1991.

Pratiquement tous les étudiants se disaient et étaient marxistes-léninistes, qu'ils soient partis à l'Est ou à l'Ouest, ou qu'ils soient restés étudier dans le pays. Avant la révolution de février 1974, si les étudiants étaient majoritairement plutôt de gauche, l'Union soviétique et les pays alliés n'en représentaient pas moins, pour une partie relativement importante d'entre eux, « l'impérialisme social » qu'il fallait combattre au même titre que l'impérialisme américain. Comme leurs homologues faisant leurs études dans les pays de l'Ouest, la grande majorité des étudiants éthiopiens partis à l'Est étaient des militants engagés dans des luttes contre le gouvernement impérial.

À partir de la prise de pouvoir par le *Derg* et de l'alignement sur l'Union soviétique du gouvernement de Mengistu Haile-Mariam, toutes les filières et/ou facultés avaient une orientation socialiste. Le mouvement étudiant représentait le catalyseur de la contestation de l'ancien régime jusqu'à son élimination au lendemain de la révolution. Il était le vecteur de nouvelles revendications politiques (distribution des terres, fin du système féodal, fin

21. Le cas des Éthiopiens musulmans formés notamment au Yémen ou en Arabie mériterait une étude.

22. Un certain nombre d'anciens étudiants, comme Wubeshet Gebre-Tsadik, Girma Tena ont travaillé à des postes importants dans la raffinerie de pétrole d'Assab à leur retour d'Union soviétique.

de la monarchie), de nouvelles formes de mobilisation (manifestations, pamphlets, journaux clandestins) et de nouveaux répertoires d'action (interprétations marxistes-léninistes, condamnation de l'impérialisme). Ce mouvement étudiant joua un rôle décisif, en étant l'initiateur du renversement d'Haïlé Sélassié. L'Université d'Addis-Abeba, « centre » du mouvement de résistance au régime d'Haïlé Sélassié, puis à celui de Mengistu Haile-Mariam durant les premières années de la révolution de 1974, était devenue après la défaite des mouvements d'opposition urbaine, un lieu central où se recrutaient des « militants » du régime du *Derg* et une part non négligeable des membres du Parti des travailleurs d'Éthiopie²³.

Mais le mouvement étudiant se divisa en deux groupes hostiles, le MEISON (acronyme amharique), Mouvement socialiste pan éthiopien, et le PRPE, Parti révolutionnaire du peuple éthiopien, tous deux composés d'étudiants locaux et d'étudiants formés à l'étranger. Créé clandestinement dès 1968, sous la direction de Haile Fida, étudiant éthiopien en France, le MEISON connut plusieurs échecs lors de tentatives de rapprochement avec une autre fraction des jeunes dirigeants du mouvement étudiant, notamment ceux connus sous le nom d'« Algérois ». La scission du mouvement étudiant devint claire lorsqu'en 1972 est constitué le PRPE dont Berhane Meskel Reda, un jeune révolutionnaire réfugié en Algérie, en fut le principal responsable. Les deux organisations politiques tinrent leur congrès fondateur à Hambourg pour le MEISON et à Berlin Ouest pour le PRPE. Le choix de l'Allemagne de l'Ouest s'explique, sans doute, par le fait que ces congrès fondateurs s'organisaient sous le « couvert » des rencontres des associations des étudiants éthiopiens se tenant dans ce même pays. Plus encore, l'Allemagne de l'Ouest offrait l'opportunité d'être bien située pour les militants venant de l'Europe de l'Ouest et de l'Est. Par la suite, les deux groupements politiques ne cessèrent de s'affronter, et leur premier terrain de lutte fut le contrôle des associations des étudiants.

Lorsque le *Derg* prit le pouvoir, le MEISON décida de lui apporter son soutien critique et de travailler avec lui, tandis que le PRPE s'opposa à toute collaboration et s'engagea dans la lutte armée. Le conflit entre ces deux groupes devint une lutte armée qui finit par la victoire du *Derg*. Si les prémisses de l'opposition entre les deux groupes étaient apparues tôt, c'est en fait la prise du pouvoir par le *Derg* qui cimentait le conflit.

Cependant, les différences entre le MEISON et le PRPE, ou la scission du mouvement étudiant et son alignement sur les organisations politiques alors émergentes ne reposaient pas sur des différences idéologiques. En effet, les

23. Sans minimiser le soutien au régime de Mengistu Haile-Mariam de plusieurs universitaires, en particulier à partir des années 1980, il faut souligner que l'adhésion au parti politique au pouvoir, sous des régimes de ce type n'est pas une manifestation d'adhésion aux idées et aux pratiques de ce parti, mais correspond pour une part à une forme de « protection » et technique de survie.

uns et les autres se réclamaient du marxisme-léninisme et tentaient d'introduire le socialisme en Éthiopie comme solution pour les maux du pays. D'ailleurs, certains membres influents des deux groupes avaient d'abord appartenu à l'un avant d'appartenir à l'autre. L'existence, d'une part, « d'une unité de pensée politique et idéologique » et, d'autre part, d'un fort antagonisme entre les deux groupes politiques a fait penser que cette situation tenait soit au caractère des individus composant la direction de ces groupes, soit à des différences dans les modalités d'action et les stratégies adoptées.

En effet, ni le pays de leurs études supérieures ni leurs formations politiques ne constituent des critères pour comprendre l'adhésion à l'un ou à l'autre des groupes. C'est ainsi que parmi les fondateurs de chacun d'entre eux, il y a d'anciens étudiants des pays de l'Est comme des pays de l'Ouest, en particulier d'Union soviétique, de France, ou des États-Unis. L'origine sociale et l'appartenance ethnique ne constituent pas non plus dans ce cas des variables permettant de comprendre les prises de position des individus. Plus encore, dans certains cas, on observe la présence dans les deux groupes de membres de la même fratrie parmi les dirigeants ou membres influents. Seuls, l'âge, le niveau de diplôme et le titre semblent différencier les membres fondateurs du MEISON de ceux du PRPE ; les premiers sont un peu plus diplômés et aussi relativement plus âgés que les seconds.

Quelques membres du MEISON, tels Nigist Adane, son époux Desta Tadesse et Mekonnen Jote, des militants de la première heure et étudiants en URSS sont repartis pour l'Éthiopie en même temps que d'autres étudiants dès les premières années de la prise de pouvoir du *Derg*. Ce groupe a joué un rôle majeur dans l'éducation des membres du régime militaire et dans l'orientation que ce dernier prit vers le socialisme, le régime militaire n'ayant en effet pas alors une orientation claire sur la direction politique à prendre. Comme l'expliquent Marina et David Ottaway (1978 : 22),

En décembre 1974, quand le *Derg* (Gouvernement militaire) fait sa première annonce et entend suivre le socialisme, le socialisme est défini comme *Hibretesebawinet* [...] quelque chose de nouveau, une variété indigène à ne pas confondre avec le socialisme venu d'ailleurs. Durant l'année 1975, [...] une vague d'intellectuels et d'étudiants revient au pays. [...] C'est sous leur influence que *Hibretesebawinet* est devenu « socialisme scientifique ».

Si plusieurs des dirigeants du MEISON étaient d'anciens étudiants des pays de l'Est, la grande majorité des intellectuels et des étudiants de retour après les études, regroupés autour de ce parti, avaient plutôt étudié dans les pays de l'Ouest, notamment en France, en Allemagne et aux États-Unis à l'instar des dirigeants du mouvement tels Haile Fida et Neguede Gobeze, activistes politiques ayant étudié respectivement à Paris et à Aix-en-Provence.

Après la défaite militaire du *Derg* en 1991, la prise du pouvoir politique par les chefs guérilleros et surtout par Meles Zenawi consacra de fait la victoire des élites radicalisées par le marxisme-léninisme à partir des années

1960, toutes issues du mouvement étudiant. Parmi ceux qui accédèrent au pouvoir après la lutte armée, rares sont ceux qui avaient étudié à l'étranger. Contrairement à l'Armée révolutionnaire du peuple éthiopien, ARPE, bras armé du PRPE, qui comptait de nombreux anciens étudiants formés dans les pays de l'Est comme dans ceux de l'Ouest, la guérilla qui renversa le gouvernement de Mengistu Haile-Mariam ne comptait guère de membres ayant fait leurs études à l'étranger.

Les étudiants éthiopiens formés dans les pays de l'ex-bloc soviétique n'étaient pas plus ou moins politisés que les étudiants formés ailleurs, ce qui contredit d'ailleurs les analyses de la CIA (1989 : iii) affirmant que la politique des bourses et l'investissement de l'Union soviétique ont contribué à la mobilisation et à la politisation des étudiants. En outre, ils ne constituaient pas un groupe homogène du point de vue de leur positionnement et de leur rapport avec le modèle soviétique ; à leur retour en Éthiopie, leurs devenirs ont aussi été très contrastés. En l'absence d'étude systématique, seul un aperçu provisoire peut en être proposé.

Le devenir des retournants des pays de l'ex-bloc soviétique

À la fin des années 1980, les Éthiopiens ayant fait des études en URSS occupaient 30 % des hautes fonctions au ministère des Affaires étrangères et près de 50 % dans les ministères économiques, les commissions et les entreprises d'État²⁴. Le changement intervenu suite au renversement du gouvernement de Mengistu Haile-Mariam et à la prise de pouvoir par le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRPE) en 1991 modifia profondément cet état de fait. En effet, le nouveau gouvernement issu de la lutte armée introduisit une politique systématique de renvoi des anciens hauts fonctionnaires et plus particulièrement de ceux qui avaient été de près ou de loin associés au Parti des travailleurs d'Éthiopie²⁵.

Plusieurs Éthiopiens formés dans les pays de l'ex-bloc soviétique n'en ont pas moins occupé des positions de première importance. Cependant, il faut différencier ceux ayant fait en Union soviétique ou dans d'autres pays de l'Est des études, souvent longues, avant l'avènement de la révolution de 1974 et ceux qui sont partis vers ce pays à partir de 1975 pour des formations courtes. Les premiers portaient le plus souvent pour des études de

24. Voir l'article de C. KATSAKIORIS (dans ce numéro) qui s'appuie sur le document : « Information on the Employment of Ethiopian Graduates of Soviet Institutes of Higher Education in the State Apparatus of the Popular Democratic Republic of Ethiopia », 08.04.1988, basé sur des données du Comité national de planification centrale d'Éthiopie, par A. Kurov, second secrétaire de l'Ambassade soviétique à Addis Abeba : GARF, f. 9661, op. 1, d. 337, l. 1-11.

25. L'accession à la haute fonction publique étant associée à l'appartenance politique, il n'est pas étonnant que les anciens étudiants issus des écoles et institutions des pays de l'ancien bloc soviétique restent discrets sur leur trajectoire.

plusieurs années avec une composante scientifique et technologique relativement conséquente. Les seconds sont partis pour la plupart étudier les « sciences sociales », suivre notamment des formations politiques de courte durée. En outre, à partir de 1977 et la signature d'un accord de défense, la part des étudiants allant suivre une formation militaire a crû de manière considérable. Enfin, un nombre relativement important de ceux qui ont étudié dans ces pays ne sont pas retournés en Éthiopie à la fin de leurs études ; ils se sont installés plutôt comme réfugiés dans les pays occidentaux et plus particulièrement aux États-Unis.

Parmi les Éthiopiens formés dans les pays de l'ex-bloc soviétique avant 1974 et ayant occupé une position importante, on remarque Alemu Abebe, membre du comité central du Parti des travailleurs d'Éthiopie (PTE), maire d'Addis-Abeba, puis vice-Premier ministre et ministre de l'Agriculture, qui a obtenu un doctorat de médecine vétérinaire à Moscou à la fin des années 1960. Shimeless Mazengia, membre du comité central et du secrétariat du PTE, président de la commission idéologie du PTE, a suivi, quant à lui, une formation académique longue en Union soviétique dans les années 1968-1974. Parmi ceux qui sont partis pour faire des études politiques/idéologiques, suite à la prise du pouvoir par les militaires, se trouvent notamment Fikre Selassié Wogderess, qui devint Premier ministre de 1987 à 1989, et Legesse Asfaw, membre du comité central et du secrétariat du PTE et administrateur de l'urgence dans la province du Tigray. Tous deux ont étudié en 1975 à l'Institut des sciences sociales de Moscou, auprès du comité central du PCUS, qui était destiné exclusivement aux cadres des partis politiques étrangers.

Les anciens étudiants des pays de l'ex-bloc soviétique ont occupé des positions de première importance dans différents partis politiques ; alors que les uns se sont alliés au gouvernement de Mengistu Hailé-Mariam pour un temps (alliance dite tactique), par exemple Alemu Abebe, membre et dirigeant du MEISON, d'autres, notamment du PRPE, ont été les opposants farouches au régime du colonel Mengistu Hailé-Mariam. C'est le cas par exemple de trois des seize révolutionnaires éthiopiens (tous anciens étudiants) qui ont participé au lancement et à la création de l'ARPE en 1974²⁶. D'après Kiflu Tadesse (2016 : 29)²⁷ — un ancien étudiant de l'URSS, membre du comité central et du bureau politique, considéré par beaucoup comme l'un des architectes de la lutte armée urbaine entre 1976 et 1980 —, « parmi les dix-huit dirigeants historiques du PRPE, ils ne sont que six ou sept à être encore

26. Parmi eux Abdoul, aujourd'hui installé au Canada, qui a été le second commandant en chef de l'Armée révolutionnaire du peuple éthiopien. Nous avons eu l'opportunité de faire des entretiens avec lui dans le cadre de la recherche sur les anciens des guérillas. Abdoul est étudiant à Moscou au moment de son recrutement par le PRPE. Il a quitté l'URSS pour le Liban puis pour les camps d'entraînement du FATAH en Syrie pour se former à la guerre de guérilla en 1973 avant de rejoindre la guérilla du ARPE/PRPE.

27. K. TADESSE (1993, 2000, 2016) est sans aucun doute celui qui a le plus publié sur l'histoire du PRPE.

en vie ». À la défaite du PRPE dans les grandes villes éthiopiennes, Kiflu Tadesse a rejoint, un temps, la guérilla ARPE/ERPE, avant de quitter la lutte armée pour trouver refuge aux États-Unis. Aucun des anciens dirigeants survivants ne réside actuellement en Éthiopie.

Si durant les trois premières années suivant la révolution de 1974 les retournants, aussi bien des pays de l'Est que de ceux de l'Ouest, ont joué un rôle majeur dans l'orientation du gouvernement, la plupart d'entre eux ont en fait été non seulement écartés du pouvoir mais incarcérés, voire exécutés sommairement par le régime militaire avec lequel ils avaient pourtant collaboré, à l'instar de Haile Fida, fondateur du MEISON.

Dans plusieurs grandes institutions du pays, par exemple l'Université d'Addis-Abeba et l'armée nationale, les anciens étudiants formés en URSS ou dans les pays de l'Est ont été un temps fort nombreux et actifs. Pourtant, à l'UAA, les traces de leur passage et de plus d'une décennie de relations avec les pays de l'Est sont aujourd'hui devenues très discrètes. La mise à l'écart des postes à responsabilité (du moins dans la première période de la prise de pouvoir par l'actuel gouvernement) de ceux ayant appartenu de près ou de loin au Parti des travailleurs d'Éthiopie, le limogeage d'un certain nombre d'enseignants « soupçonnés » d'être des soutiens de l'ancien régime, le rapport fort conflictuel entre le gouvernement et une partie importante du personnel de cet établissement ont sans doute contribué à l'effacement de la mémoire collective de tout ce qui se rapporte à cette période.

Cependant, les observations participantes que j'ai faites dans les années 2005-2010 des pratiques de l'administration et des modalités de fonctionnement de l'UAA, ont permis de repérer l'existence d'un certain nombre de « poches » ou de niches. Contrairement aux facultés historiques (sciences sociales, sciences, médecine, ingénierie, affaires, droit et économie), les « poches » que sont, par exemple, l'école de musique (École de musique Yared) ou l'Académie des langues nationales rattachées très tardivement à l'UAA (à la fin des années 1990) et qui représentent une part relativement marginale dans la vie de cet établissement, se caractérisent par le fait que plusieurs enseignants et dirigeants successifs ont été formés dans les institutions des pays du bloc de l'Est et plus particulièrement en URSS. Les directeurs du département des langues nationales, de l'école de musique, de l'école de médecine dentaire, de l'école de médecine vétérinaire étaient, jusque dans les années 2010, des anciens étudiants des pays de l'ancien bloc soviétique.

Le cas de l'école de musique est particulièrement intéressant car non seulement ses dirigeants successifs ont étudié en Union soviétique, mais aussi des instructeurs venant d'URSS et des pays de l'Est y ont été fortement présents et ont contribué à sa structuration durant le régime du *Derg*. C'est à travers des discussions informelles puis lors des entretiens avec les dirigeants et enseignants de cette école que j'ai appris la place déterminante occupée par les anciens pays du bloc de l'Est dans la formation des enseignants. Monsieur Tefera, doyen de l'école de musique durant plus de dix ans, expliquait :

Plusieurs d'entre nous sommes formés en Union soviétique, quelques-uns en Tchécoslovaquie, et aucun enseignant ne vient des pays de l'Ouest. [...] Aujourd'hui, nous parlons peu de cette période, sauf quand nous discutons entre nous et encore rarement²⁸.

Pour lui comme pour d'autres, une sélection sévère des étudiants caractérisait l'école de musique avant et pendant l'intégration de l'école à l'UAA. Regrettant les années 1974-1991, il confiait :

À l'époque, l'entrée à l'école était très sélective, la sélection était faite par l'école, parmi les critères de sélection il fallait que l'étudiant ait eu une très bonne connaissance de la musique avant son entrée [...]. Aujourd'hui, les étudiants nous sont directement envoyés par le ministère de l'Éducation nationale, sans aucune exigence, sauf celui d'avoir le diplôme de fin d'études secondaires [...]. Comment veux-tu former des musiciens dans ces conditions ?²⁹

Pour l'ancien doyen de l'école, la « rigueur et l'acharnement au travail » constituaient la marque de fabrique de l'école, qu'il associait à sa propre formation en Union soviétique.

Créée durant la période révolutionnaire sur le modèle des institutions des pays de l'Est, l'Académie des langues a elle aussi connu des moments fastes durant le régime du *Derg*. Avec l'adoption du système fédéral et la politique de promotion des langues nationales mise en place par l'actuel gouvernement, on aurait pu s'attendre à un important développement de cette institution. Dirigée pendant de longues années par un ancien de l'Union soviétique, elle peine cependant à trouver sa place depuis son intégration à l'UAA.

Ambivalence, fascination et rejet des élites formées à l'étranger

« L'Empereur [Haïlé Sélassié] était beaucoup plus à l'aise avec les intellectuels possédant une formation fondamentalement traditionnelle avec une touche "de modernité" un peu à son image, comparés à ceux qui ont été exposés de manière importante à l'éducation et à la vie dans des pays étrangers », écrit Bahru Zewde (1993 : 295) lorsqu'il analyse la place des intellectuels pendant la guerre avec l'Italie. Si l'ambivalence des dirigeants politiques éthiopiens vis-à-vis des intellectuels formés dans les pays étrangers et le positionnement quelque peu marginal de ces derniers s'expliquaient alors par le fait que l'empereur avait une préférence pour les intellectuels formés dans le pays, il nous semble que, de manière structurelle, s'agissant de la production des élites, cette ambivalence trouve une de ses racines dans la relation particulière entre l'État et l'Église orthodoxe.

28. Entretien réalisé en juillet 2015 à l'École de musique Yared, Addis-Abeba.

29. *Ibid.*

La position des dirigeants politiques vis-à-vis des intellectuels ayant étudié à l'étranger, l'absence d'institution contribuant à les légitimer, mais aussi le regard souvent sévère des retournants sur leur pays, son système et son organisation, nous aident à comprendre le rôle relativement limité des élites éthiopiennes formées à l'extérieur du pays, et leur visibilité parfois éphémère, en particulier pour celles qui ont été en URSS ou dans les pays de l'Est.

Les difficultés des élites retournantes à s'inscrire de manière durable dans le paysage politique éthiopien peuvent se comprendre au moins en partie, en étudiant les conséquences des représentations, souvent négatives, qu'elles-mêmes ont de leur pays. Messay Kebede (2006 : 823-824) décrit l'attitude de Gebrehiwot Baykedagne, un des intellectuels éthiopiens formés à l'étranger dès la première heure³⁰ :

Limité par des normes euro-centriques, non seulement Baykedagne ne trouve rien de positif dans le développement de l'histoire éthiopienne, mais perçoit également les institutions et valeurs éthiopiennes comme rien d'autre que des obstacles au progrès.

La représentation de l'Éthiopie comme un pays arriéré, en retard, en comparaison avec les pays dans lesquels ces élites ont étudié, revient constamment. De cette représentation, la grande majorité de ceux qui ont été formés à l'étranger tirent des conclusions similaires : il faut introduire le progrès le plus rapidement possible et par tous les moyens.

La volonté de progrès était si forte qu'elle a pu, dans quelques cas, à l'instar d'Afä-Wärk Guebreyessus, l'un des plus grands écrivains et intellectuels éthiopiens, conduire à adopter des positions extrêmes, telle que souhaiter la colonisation et/ou participer activement à son avènement. Ainsi, Afä-Wärq n'hésita pas à s'aligner sur la position de l'Italie fasciste et à travailler avec elle durant l'occupation de l'Éthiopie : il fut en effet porte-parole (*Afe Cesar*) de l'occupation italienne. Alain Rouaud (1991), qui lui a consacré un livre, explique que c'est, sans doute, son trop grand désir de voir son pays aussi « développé » que les autres nations, qui l'a poussé assez loin dans la collaboration avec l'ennemi.

Insuffler le progrès en Éthiopie le plus rapidement possible, tantôt sur le modèle européen, qu'il soit de l'Ouest ou de l'Est, tantôt sur le modèle venant de l'Asie, a constitué l'une des préoccupations majeures des anciens étudiants formés à l'étranger. Ayant quitté leur pays, souvent relativement jeunes, ils n'ont cessé d'espérer et de vouloir y introduire, parfois à n'importe quel prix, les changements qu'ils pensaient bénéfiques pour leur société et leur peuple. Sur ce point, ceux qui ont étudié dans les pays de l'ex-bloc soviétique ne se distinguaient guère de ceux qui ont étudié dans les pays de l'Ouest, du moins s'agissant de la volonté de rendre l'Éthiopie plus « moderne », ou plus « occidentalisée ».

30. Il a étudié à Berlin à la fin des années 1890.

Le poids des élites intellectuelles « locales »

L'existence de longue date d'un processus de formation et d'éducation, fondamentalement autochtone et produisant des élites politiques dans le pays, constitue sans doute un élément central pour saisir la place et le rôle relativement réduits des élites formées dans des universités et institutions étrangères, notamment dans les pays de l'Est.

Formées dans les écoles éthiopiennes religieuses, dont l'Église orthodoxe détenait le monopole, les élites « locales » ont joué un rôle majeur dans la structuration des gouvernements successifs. Les études traditionnelles sous l'égide de l'Église se faisaient non seulement dans des écoles où l'apprentissage de la lecture et de l'écriture était proposé, mais aussi dans des espaces de formation plus soutenue, qui comprenaient plusieurs niveaux et pouvaient accueillir les mêmes élèves durant plus de vingt ans. Paulos Milkias (1976 : 86), analysant la relation entre les élites intellectuelles qu'il appelle élites traditionnelles et la politique en Éthiopie, explique :

En tant qu'institution d'éducation, l'Église outre le fait qu'elle a prêté ses compétences en matière d'écriture au pouvoir politique, a constitué la base du développement des idées, de l'idéologie et fonctionne comme interprète et justificatrice de la légitimité politique. [...] Les intellectuels, attachés de manière ferme à l'Église jouent le rôle d'idéologues importants. Cette classe d'intellectuels a été une formidable force dans la politique éthiopienne durant des millénaires [...]. Elle était au centre en tant que faiseur ou défaiseur des monarques et des dynasties.

La force des intellectuels locaux et le rôle qu'ils ont joué dans la construction et la consolidation de l'État en Éthiopie, au moins jusqu'au milieu du ^{xx}e siècle, dépendaient non seulement de leurs connaissances mais surtout de leur positionnement et de leurs relations avec l'Église orthodoxe. Celle-ci avait un poids décisif, et son emprise sur l'État et sur la vie des Éthiopiens était très forte (Kebede 2006)³¹.

L'envoi des étudiants dans des institutions étrangères et l'installation de plusieurs écoles de type occidental (lycée franco-éthiopien, Sandford International School, école italienne, école américaine, école grecque, école allemande, école indienne, école arménienne, etc.) à partir de 1908 auraient pu éroder la position des élites locales dans le processus de « remplacement » de celles-ci par des élites formées à l'étranger ou dans des écoles étrangères.

31. M. KEBEDE (2006 : 824-825) souligne : « La vocation que les Éthiopiens se donnaient pour eux-mêmes était d'être avant tout les gardiens du christianisme dans une région se mouvant de plus en plus vers l'Islam. Le mythe, qui promeut l'Éthiopie et son peuple comme le nouvel élu de Dieu, fait un portrait de la Nation éthiopienne comme ayant une destinée commune et unique avec l'Église orthodoxe. L'État agissant comme le gardien de la foi et l'Église consacrant le peuple et élisant ses empereurs. Outre le fait d'être la religion officielle, le christianisme était devenu la raison d'être d'un peuple, de son système social et politique. La religion a été un tout, religion, culture et politique. »

Mais la capacité de l'Église à résister et parfois à gagner contre l'introduction de nouveaux types d'écoles et contre les tentatives de réorganisation de son monopole était grande. Selon Guebre Meskel, cité par Milkias (1976 : 85) :

Quand l'empereur Menelik créa le premier système d'écoles modernes et tenta de nommer un ministre de l'éducation, l'Abuna Mathewos, patron de l'église copte orthodoxe, a réussi à empêcher cette nomination en soutenant que l'éducation était dans ses prérogatives et de sa juridiction. [...] Plus tard, Menelik promulgua un décret décidant que l'ensemble des écoles éthiopiennes était administré et sous la juridiction de l'Abuna, à l'exception des écoles dont l'orientation était européenne où le ministre de la santé pouvait agir comme adjoint de l'Abuna.

Cependant, cette résistance de l'Église n'empêcha ni le développement des écoles de type occidental dans le pays, ni l'envoi de davantage d'élèves et d'étudiants à l'étranger ; elle ne saurait toutefois être sous-estimée. Il a fallu attendre la seconde moitié du règne d'Haïlé Sélassié I^{er} pour qu'un ministre de l'Éducation non clérical soit nommé à ce poste. D'ailleurs, l'empereur a durant une grande partie de son règne cumulé sa fonction de roi des rois, avec celle de ministre de l'Éducation ; la constitution de 1955 le définissait explicitement comme le gardien de la foi et le plus haut responsable de l'Église orthodoxe éthiopienne.

Une remarque : les élites formées uniquement dans le pays, y compris dans des écoles occidentales, n'ont sans doute pas perdu tout leur poids. Ainsi, les principaux dirigeants des derniers gouvernements ont effectué leurs études en Éthiopie : Haïlé Sélassié a été élève des missionnaires français, Mengistu Haile-Mariam était diplômé de l'académie militaire éthiopienne, Meles Zenawi est passé par la Queen of Sheba Junior Secondary School, puis par la General Wingate School à Addis Abeba avant d'entreprendre des études de médecine à l'UAA, interrompues pour rejoindre la guérilla. Ils se sont appuyés comme nombre d'élites locales³² sur des institutions de légitimation (Église, armée, parti politique, mouvements de guérilla) pour exercer une influence centrale sur la trajectoire de l'État, alors que les nouvelles élites transnationales n'ont pu, à leur retour des universités et institutions étrangères, compter sur une institution acquise à leur cause.

Les élites politiques qui ont joué un rôle important dans la structuration et l'organisation de l'État éthiopien sont le plus souvent celles qui ont été formées sur le territoire national ou qui occupaient déjà des positions fortes et avaient un réseau de relations important, y compris avec les élites locales, avant de partir étudier à l'étranger. Les études à l'étranger ont alors servi dans la plupart des cas plutôt à légitimer des positions antérieurement acquises³³.

32. Sur ce point, une étude prosopographique est bien évidemment nécessaire.

33. Lorsque l'accès aux formations de haut niveau dans des universités étrangères (souvent prestigieuses) n'est pas conséquent à leur positionnement politique personnel, il résulte d'un positionnement politique des membres de la famille.

Quel que soit le pays où ils sont partis faire des études, les Éthiopiens formés à l'étranger ne sont guère parvenus à s'imposer ou à imposer leurs visions de manière durable sur la scène politique du pays, et n'ont pu le faire qu'en des moments historiques limités et éphémères. C'est particulièrement le cas des Éthiopiens partis en URSS ou dans les pays du bloc de l'Est avant et pendant le *Derg* ; leur contribution a rapidement été effacée de façon assez systématique dans la plupart des lieux et institutions³⁴. La domination de la scène politique et de l'administration éthiopiennes par des élites politiques n'ayant pas au moment de leur prise de pouvoir fréquenté d'institutions de formation à l'étranger a jusqu'à présent été forte ; c'est du moins une hypothèse à vérifier par de plus amples recherches. L'envoi relativement important pour les études supérieures vers les pays de l'ancien bloc soviétique durant le régime de Mengistu Haile-Mariam a eu son pendant avec le développement dramatique des migrations de réfugiés à partir des années 1975 vers les pays de l'Ouest et des migrations de travail vers les pays du Moyen-Orient. Depuis la prise de pouvoir par le gouvernement actuel en 1991, alors que les anciens étudiants partis vers les pays de l'Ouest, et plus encore ceux partis dans les pays du Moyen-Orient, sont revenus en force et sont aujourd'hui assez visibles, les étudiants ayant étudié dans les pays de l'ancien bloc soviétique, et particulièrement en URSS/Russie, font preuve de beaucoup de discrétion lorsqu'ils ne sont pas devenus invisibles.

Espaces dynamiques de sociétés, de cultures et des langues (EDSCL), Université des Comores, Moroni.

BIBLIOGRAPHIE

ABYE, T.

- 2015 « Trajectoire d'un militant. Abdoul, de l'Institut d'État du pétrole de Moscou à la guérilla éthiopienne », in M. de SAINT MARTIN, G. SCARFO GHELLAB & K. MELLAKH (dir.), *Étudier à l'Est. Expériences de diplômés africains*, Paris, Karthala, FMSH.

CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY (US), CIA Directorate of Intelligence

- 1989 *July, Moscow's Third World Educational Programs : An Investment in Political Influence*, III.

34. Explorer les pratiques des administrations, entre tentatives d'adaptation et de résistance aux modèles venant de l'extérieur, par l'intermédiaire des retournants, pourrait sans doute éclairer le rôle qu'ont joué et jouent encore les anciens des pays de l'Est. L'adoption d'un modèle d'organisation et de structuration importé de l'extérieur par l'administration publique (ministères, écoles, universités, etc.) semble le plus souvent superficielle.

CLAPHAM, C.

- 1988 *Transformation and Continuity in Revolutionary Ethiopia*, Cambridge, Cambridge University Press (« African Studies Series, 61 »).

GARRETSON, P. P.

- 2012 *A Victorian Gentleman and Ethiopian Nationalism : The Life and Time of Hakim Wärgenäh, Dr. Charles Martin*, Oxford, Suffolk, James Currey, Boydell & Brewer.

HOCQUET-VON RAESFELDT, C.

- 2014 « Éthiopie-Russie, une relation spéciale dans les échanges culturels et la formation des élites ? », <<https://hal-inalco.archives-ouvertes.fr/hal-01292595>>.

KATSAKIORIS, C.

- 2015 *Leçons soviétiques. La formation des étudiants africains et arabes en URSS pendant la guerre froide*, Paris, Éditions de l'EHESS.

KEBEDE, M.

- 2006 « Gebrehiwot Baykedagn, Eurocentrism, and the Decentring of Ethiopia », *Journal of Black Studies*, 36 : 815-832.
- 2011 *Ideology and Elite Conflicts : Autopsy of the Ethiopian Revolution*, Lanham, MD, Lexington Books.

KIFLU, T.

- 1993 *The Generation : The History of the Ethiopian People's Revolutionary Party* (Part I), Trenton, N.J., The Red Sea Press.
- 2000 *The Generation : The History of the Ethiopian People's Revolutionary Party* (Part II), Trenton, N.J., The Red Sea Press.
- 2016 « *Ethiopia Hoy, Part 1* », Addis-Ababa, s. e.

MARKAKIS, J.

- 1974 *Ethiopia : Anatomy of a Traditional Polity*, Oxford, Clarendon Press (« Oxford Studies in African Affairs »).

MILKIAS, P.

- 1976 « Traditional Institutions and Traditional Elites : The Role of Education in the Ethiopia Body-Politic », *African Studies Review*, 19 (3) : 79-93.
- 1982 *Political Linkage. The Relationship between Education, Western Educated Elites and the Fall of Haile Selassie's Feudal Regime*, PhD Diss., Montreal, MacGill University.
- 2011 *Ethiopia*, Santa Barbara, ABC-CLIO (« Africa in Focus »).

OTTAWAY, M.

- 1978 « Democracy and New Democracy : The Ideological Debate in the Ethiopian Revolution », *African Studies Review*, 21 (1) : 19-31.

PANKHURST, R.

- 1968 « History of Education, Printing and Literacy in Ethiopia. 14. The Ethiopian Students Abroad in the 1920's », <<http://web.linkethiopia.org/guide-to-ethiopia/the-pankhurst-history-library/ethiopian-students-abroad-in-the-1920s/>>.

ROUAUD, A.

1991 *Afä-Wäraq, un intellectuel éthiopien témoin de son temps, 1868-1947*, Paris, Éditions du CNRS.

TIBEBU, T.

1995 *The Making of Modern Ethiopia, 1896-1974*, Lawrenceville, The Red Sea Press Inc.

ZEWDE, B.

1993 « The Ethiopian Intelligentsia and the Italo-Ethiopian War, 1935-1941 », *International Journal of African Historical Studies*, 26 (2) : 271-295.

2002 *Pioneers of Change in Ethiopia, The Reformist Intellectuals of the Early Twentieth Century*, Addis-Ababa, Addis Ababa University Press ; Oxford, James Currey ; Athens, Ohio University Press.

2014 *The Quest for Socialist Utopia : The Ethiopian Student Movement, c 1960-1974*, Oxford, James Currey (« Eastern Africa Series »).

RÉSUMÉ

Au regard du grand nombre d'anciens étudiants éthiopiens partis se former en URSS, dans d'autres pays du bloc de l'Est et à Cuba, on aurait pu s'attendre à ce qu'ils aient une influence durable sur l'organisation sociale et l'administration publique éthiopienne. Pourtant, selon les observations réalisées et une recherche préliminaire, les anciens étudiants d'URSS et des pays de l'Est semblent être devenus quasiment invisibles et très discrets en Éthiopie. L'envoi massif d'étudiants dans les pays de l'ancien bloc soviétique, en particulier durant le *Derg*, ne peut être compris sans prendre en compte la politique ancienne d'envoi des élites éthiopiennes vers des institutions étrangères, et surtout le mouvement étudiant, sa radicalisation, et sa scission en 1974. Mais l'engagement politique des anciens étudiants ne paraît pas avoir été directement lié à leur formation dans un pays de l'Est ou dans un pays occidental. De plus amples recherches sont nécessaires pour vérifier l'hypothèse proposée dans cet article selon laquelle les Éthiopiens formés à l'étranger ne sont guère parvenus à s'imposer ou à imposer leurs visions de manière durable sur la scène politique du pays, la domination de cette scène politique et de l'administration par des élites politiques formées principalement en Éthiopie ayant jusqu'à présent été forte.

ABSTRACT

Ethiopian Elites Trained in the USSR and Socialist Countries: An Ephemeral Visibility? — Given the significant number of former Ethiopian students trained in the USSR, other Eastern bloc countries and Cuba, one would have expected them to have a lasting influence on the country's social, political and economic organization, in general, and its public administration, in particular. Yet observations and preliminary research indicate that former students of the USSR and the Eastern bloc countries seem to have become almost invisible and very discreet in Ethiopia. Sending massive numbers of students to the countries of the former Soviet bloc, especially during the *Derg*, cannot be understood without taking into account past policies and practices of sending Ethiopian elites to foreign institutions, the student movement,

its radicalization and scission after 1974. Meanwhile, the political involvement of former students does not seem to have been directly linked to the education received in Eastern or Western countries. More research is needed to test the hypothesis proposed in this article that foreign-trained Ethiopians have failed to make their presence felt or impose their visions sustainably on the political scene of the country, which instead continues to rely heavily on political elites educated within Ethiopia.

Mots-clés/Keywords : Éthiopie, URSS, pays de l'Est, élites internationales, engagement politique, étudiants, marxisme-léninisme, révolution/Ethiopia, USSR, Eastern countries, international elites, political engagement, students, marxism-leninism, revolution.